

Sécurité 18 Globale

Hiver 2011-2012

Dossier La Corne de l'Afrique

Xavier RAUFER
Sécurité globale : fondamentaux pour
aujourd'hui et pour demain

Réseaux sociaux, altermondialistes et contre-sommets

Giuseppe GAGLIANO

Président du Centro Studi Strategici Carlo de Cristoforis (Cestudec).

Une analyse minutieuse des modalités à travers lesquelles la galaxie altermondialiste réalise son antagonisme au système en général et plus particulièrement aux institutions économiques et militaires nationales et supranationales, révèle surtout la manière dont le mouvement altermondialiste concrétise ses instances antagonistes à travers les réseaux sociaux et les contre-sommets, ainsi que sa capacité, d'une part, à mobiliser différents sujets en exerçant souvent de fortes pressions sur les choix des décideurs politiques et, d'autre

part, à lancer de grandes campagnes de désinformation.

Bien sûr, comme tous les moyens technologiques, les réseaux sociaux ont une valeur double, tel un Janus Bifrons : d'une part, ils peuvent inciter à la violence terroriste ou contribuer à consolider des idéologies antagonistes en catalysant le mécontentement. D'autre part, ils peuvent simultanément renforcer le consensus autour des institutions politiques et/ou militaires nationales et supranationales.

Dans le contexte des démocraties existantes, la mise en œuvre des tentatives de censure est vouée à l'échec, parce que le réseau offre une vaste gamme de solutions technologiques qui permettent de surmonter tout obscurcissement. En effet, même si la manipulation de l'information est possible – voire souhaitable dans le contexte de la guerre de l'information entre institutions et mouvements ou entre les institutions nationales elles-mêmes – le web offre la possibilité de pratiquer la contre-information à travers des vidéos et des photos prises avec des téléphones portables et transmises sur Youtube.

En ce qui concerne le rôle de l'information – tant dans le cadre de la sociologie que de la psychologie sociale – le contrôle d'une information particulière et la capacité à la diffuser déterminent son influence profonde sur la société civile au point que le général Sullivan, ancien chef d'état-major de l'armée des États-Unis, a affirmé que l'information équivaut à une victoire sur le champ de bataille. D'ailleurs, comme l'observe justement Luther Blisset, théoricien de la guérilla médiatique antisystème, il est nécessaire d'agir à l'intérieur du système de la communication médiatique en combattant le système au pouvoir avec ses propres armes.

À la lumière de ces considérations, la définition que donne le général Fabio Mini de la guerre semble particulièrement pertinente. Selon lui, la guerre est une opposition de volontés entre organisations qui emploient n'importe quel moyen violent ou coercitif (conflits armés, guerre froide, coercition évidente ou secrète) pour imposer leurs propres intérêts ou

points de vue. L'importance de cette définition dépend de l'absence de l'adjectif militaire et de la présence de l'expression n'importe quel moyen dans l'opposition de ces organisations. Cela signifie que la limitation des acteurs présents dans la guerre traditionnelle, limitation relative à l'opposition entre les États, disparaît pour laisser place à une opposition entre les États et les groupes économiques, sociaux ou organisations politiques et non politiques.

De ce point de vue, la définition de Netwar (guerre du réseau) donnée par Arquilla et Ronfeld semble être particulièrement intéressante, car elle représente l'ensemble des activités menées pour perturber, endommager ou modifier ce qu'une population donnée sait ou croit savoir à propos d'elle-même ou de la réalité environnante. En d'autres termes, ce que les sujets antagonistes ont promu, et continuent à promouvoir, à travers les réseaux sociaux rentre, au niveau stratégique, dans le cadre de la guerre comme la définit le général Mini et plus précisément dans la guerre de l'information et donc de la propagande et de la tromperie, ou information détournée, trompeuse et/ou insidieuse.

Comme l'a justement observé le capitaine Alfonso Montagnese, les médias sociaux sont des moyens de relation et de communication de masse opérés dans le cyberspace, à travers des plates-formes matérielles (Internet, téléphones portables, PC, etc.) ou logicielles (Facebook, Twitter, MySpace, LinkedIn, Youtube, etc.). À la différence des médias traditionnels, les médias sociaux offrent la possibilité d'interagir en temps réel et de dépasser

ainsi les frontières géographiques. Quand les réseaux sociaux sont utilisés dans un contexte de conflit asymétrique (conflit dans lequel une institution d'État ou une industrie nationale ou multinationale affronte un groupe d'activistes altermondialistes, par exemple) cette opposition peut aussi bien prendre la forme d'une guerre psychologique (à travers la désinformation, la propagande) que d'une mobilisation antagoniste dont l'utilisation des ressources est réduite.

Les sujets politiques et culturels qui ont mis en place ce type d'oppositions asymétriques sont essentiellement : des groupes subversifs nationaux (groupes marxistes-léninistes, groupes anarchistes insurrectionnels) ; mouvements antagonistes/forces extraparlimentaires (mouvement antimondialisation, écologistes, mouvements antinucléaires, groupes xénophobes, supporteurs extrémistes, groupes d'extrême droite) ; les associations/fondations/organismes d'utilité sociale à but non lucratif ; confessions religieuses et organisations syndicales/partis politiques. Fort à propos, le capitaine Montagnese cite le général Francesco Lombardi, Directeur adjoint et Chef du Département de Sociologie Militaire du Ce.Mi.SS., qui précise qu'à l'avenir les mouvements de protestation se manifesteront encore par des combats, des occupations, des manifestations, des émeutes et que, comme par le passé, leurs objectifs seront antagonistes, même s'ils se différencieront dans l'interaction entre les manifestants et le pouvoir qui les oppose, entre les manifestants et le monde extérieur et enfin, entre les manifestants eux-mêmes.

Parmi les contre-mesures à déployer, le Warning (alerte) stratégique et l'Horizon Scanning (analyse prospective) sont certainement extrêmement importantes, car elles permettent – comme le relève Montagnese – de suivre les tendances des menaces à moyen et long termes, d'identifier l'orientation des forces d'opposition et d'en prévoir l'évolution. Plus précisément, les institutions préposées à la sécurité nationale doivent planifier une stratégie de médias sociaux qui vise à développer une activité tant offensive, à travers l'influence, la tromperie, la propagande, que défensive, à travers la contre-propagande, la contre-ingérence et l'Early Warning (l'alerte précoce), qui sera réalisée par le biais d'une utilisation, directe ou indirecte, des médias sociaux.

133

Réseaux sociaux et altermondialistes

Dans le contexte de l'antagonisme des mouvements altermondialistes, les réseaux indépendants nés dans la société civile des environs de Seattle (comme Indymedia), se sont avérés fondamentaux dans la mondialisation de l'antagonisme, le rendant ainsi plus diffus et efficace. Les activistes ont utilisé des réseaux indépendants, afin de faire connaître des idéologies bien définies : écologiste, pacifiste, antiguerre, anticapitaliste.

À ce propos, il est clair que les promoteurs de ces réseaux ont fait allusion, consciemment et inconsciemment – tant au niveau des thématiques qu'au niveau des techniques de mobilisation – aux expériences des mouvements des années

soixante, soixante-dix et quatre-vingt, en pratiquant un activisme tant virtuel qu'opérationnel.

La structure de ces réseaux est bien sûr horizontale, ce qui permet une plus grande liberté des flux d'information en empêchant de créer une hiérarchie similaire à celle des organisations politiques traditionnelles. La croyance en un droit universel aux connaissances et au réseau est au cœur de ces réseaux et ce droit est une composante essentielle de l'exercice des droits de citoyenneté dans un contexte de démocratie participative. À cet égard, prenons l'exemple des réseaux du mouvement hacker (pirates informatiques) dont les racines puisent dans le mouvement social des années soixante-dix, dans les avant-gardes artistiques cyberpunk, dans l'internationalisme et dans les réalités des centres sociaux en général.

C'est lors de la réunion de mars 2001 qui s'est tenue à Naples contre le Forum mondial que le mouvement hacker italien a mis en place une méthode appelée netstrike (grève du réseau) pour bloquer les sites internet institutionnels. Toujours en 2001, mais à Gênes cette fois, les réseaux indépendants ont réussi à établir un centre des médias qui a mis en œuvre une contre-information efficace visant à délégitimer les actions des forces de l'ordre.

Dans le contexte italien, l'Isola nella rete est sans aucun doute la plus importante facette des réseaux indépendants. Créée au milieu des années quatre-vingt-dix, cette association a pour but de fournir aux mouvements sociaux des moyens de communication et de mobilisation. Par

le biais d'un vaste réseau de liens, elle a construit une véritable communauté virtuelle des réalités antagonistes. Dans les îles du réseau, on a par exemple constitué un dossier intitulé "Sotto accusa" (« Accusé ») pour dénoncer les restrictions des droits individuels remarquées à Gênes. La sociologie des nouveaux médias utilise pour définir ce nouveau moyen de communication l'expression « communication politique controversée ». Celle-ci comprend l'ensemble des techniques ou répertoires d'actions de communication qui sont conçus pour délégitimer les institutions nationales, supranationales et/ou certains de leurs sujets, afin d'élargir la démocratie. Grâce à cette nouvelle approche de communication, la démocratie représentative a été l'objet d'une généralisation des critiques, tant directes qu'indirectes.

La sociologie des médias de masse utilise également le terme « contre-démocratie », expression qui souligne le rôle toujours plus important que les mouvements altermondialistes jouent dans la supervision et la critique des institutions titulaires des pouvoirs politique et économique. Pour ce faire, ils recourent aux blogs, forums, campagnes en ligne, listes de diffusion et autres instruments de coordination des activités de groupe. En ce sens, Facebook est un moyen crucial de contre-information car, utilisé dans une perspective antagoniste, il transforme la consultation d'informations en une pratique participative et antagoniste, que ce soit dans la sphère virtuelle ou réelle.

L'expérience du Popolo viola est ainsi extrêmement importante. En effet, à l'instar

du No Berlusconi Day, ce mouvement a su utiliser Facebook pour organiser une campagne nationale et gagner ainsi en visibilité. Autre exemple de regroupement politique à but antagoniste, le blog de Beppe Grillo représente un nouveau lieu de rencontre et d'interaction politique entre citoyens. Ce blog affiche une participation considérable et constante d'environ 200 000 visites quotidiennes et plus de 1 000 commentaires pour chaque affiche publiée sur le blog ; en outre il a contribué à la création d'environ 400 groupes locaux appelés Amici di Beppe Grillo (amis de Beppe Grillo), situés dans plus de 200 villes. L'efficacité de ce blog est manifeste. Entre 2007 et 2008, il a en effet recueilli de 350 000 à 1 350 000 signatures pour des propositions de loi d'initiative populaire. Au niveau international, le mouvement américain connu sous le nom de MoveOn.org constitue un autre exemple du succès de la mobilisation populaire. Même s'il est difficile de le considérer comme uniquement altermondialiste, ce mouvement a cependant soulevé des questions et des modalités opérationnelles similaires à celles de la mondialisation alternative.

Dans le domaine de la sociologie des nouveaux médias, on appelle cette organisation une méta organisation, à savoir une organisation radicalement décentralisée aux caractéristiques spécifiques. Elle est par exemple composée d'une cellule organisatrice de base aux dimensions limitées qui agit comme facilitateur et producteur des processus organisationnels. Sa dimension est réduite par rapport aux organisations traditionnelles, car sa cellule organisatrice ne compte que de 20 à 30

personnes. D'autre part, cette organisation n'a pas de bureau physique, elle peut donc éviter les frais de gestion administrative. En termes juridiques, MoveOn.org est une sorte d'organisation à but non lucratif. Cette organisation a une liste de diffusion de 5 millions de membres et est actuellement un des groupes de pression les plus influents dans la politique américaine contemporaine au niveau du réseau. Son rôle a d'ailleurs été déterminant en 2008 lors de la campagne d'Obama, pour laquelle elle a recueilli 88 millions de dollars et mis à disposition du futur président américain 933 000 volontaires.

Pour en revenir à la scène italienne, la plupart des mouvements altermondialistes ont utilisé un logiciel pour créer leurs sites Web selon des conditions très précises : la lutte commune contre les multinationales et contre leur influence et un projet de société alternative fondée sur la liberté d'information et sur une organisation autonome et spontanée. Au-delà des motivations strictement idéales, l'utilisation d'un logiciel libre représente pour les mouvements altermondialistes un avantage économique indéniable. Ce n'est pas une coïncidence si pendant le Forum Social Mondial qui s'est tenu à Porto Alegre en 2005, le président Lula a fait adhérer son Pays au logiciel libre et à l'open source.

La promotion de l'information alternative est certainement l'une des caractéristiques les plus importantes des organisations altermondialistes utilisant le réseau informatique. Grâce à elle, le public participe directement à la gestion des aspects de la communication et donne des

sujets supplémentaires aux sympathisants de certains mouvements, comme le mouvement pacifiste ou encore la gauche antagoniste. Il est également extrêmement important d'intégrer les informations à un minutieux travail de terrain, en créant des « nœuds » locaux afin de recueillir toutes les informations relatives aux questions abordées.

D'un point de vue strictement local, la TeleStreet ou télévision de rue représente un autre moyen de communication alternatif. D'un point de vue strictement technique la télévision de rue est née dans un quartier ou un petit centre. D'un point de vue historique, les télévisions de rue sont nées naturellement du mouvement de 77 et plus particulièrement du mouvement des radios libres. Un événement particulièrement important pour la télévision de rue a eu lieu en 2003, quand de nombreux activistes italiens ont encouragé les gens à planter des drapeaux de la paix aux couleurs de l'arc-en-ciel dans les rues de leurs villages. Les mouvements altermondialistes italiens, surtout ceux qui utilisent les sites web et listes de diffusion, s'adressent à un public mondial et donc hétérogène.

Dans le domaine des mouvements altermondialistes, les sites Indymedia, ControllArmi et Peacelink sont particulièrement importants. ControllArmi, par exemple, est un site web qui appartient au Réseau italien pour le Désarmement. Né en mars 2004, ce réseau a réussi à mobiliser ses ressources pour dénoncer les modifications apportées à la loi 185 sur l'exportation des armes. ControllArmi, dont l'objectif principal est de défendre cette loi, a obtenu un franc succès en faisant pression

sur certains représentants de l'autorité parlementaire. Les objectifs de ControllArmi sont d'imposer à court terme un contrôle des armements et sur le long terme, d'arriver à un désarmement généralisé. La présence au sein de cette organisation de certains acteurs altermondialistes importants comme le Réseau Lilluput, Attac, Arci, Acli, Fiom-Cgil, Fiom-Cisl, Pax Christi, Un ponte per..., Emergency, est particulièrement significative. De par son souhait de voir, sur le long terme, la création d'une étude des armements et du désarmement, cette organisation a mené une analyse approfondie de l'ensemble des aspects du monde des armes, c'est-à-dire des armes légères, des passeurs d'armes, des armes nucléaires, de l'uranium appauvri et des problèmes économiques et politiques relatifs à l'exportation légale et illégale d'armes. Les liens très étroits qu'elle entretient avec le Iansa, mouvement mondial pour le contrôle des armes légères (né en Angleterre) et avec Safer World, dont l'objectif est de contrôler et étudier les armements sont particulièrement intéressants, de même que la pression qu'elle a exercée sur le Parlement européen avec Safer World pour défendre la loi 185.

Altermondialistes et contre-sommets

Selon les mouvements altermondialistes, les participants aux sommets institutionnels sont habituellement des diplomates ou représentants gouvernementaux qui n'ont jamais été élus, mais qui reflètent un équilibre de pouvoir entre les États. En d'autres termes, les mouvements

altermondialistes prétendent à une logique de démocratie directe qui permettrait aux mouvements de la société civile de devenir des protagonistes sur la scène internationale. D'un côté, les contre-sommets constituent une sorte de rencontre informelle où sont abordées les mêmes questions que lors des sommets traditionnels, mais d'un point de vue profondément critique à l'égard des décisions du gouvernement, ainsi qu'à l'égard des choix des entreprises néolibérales. D'un autre côté, les contre-sommets utilisent des modalités opérationnelles très différentes (dont la contre-information, la désobéissance civile, etc.).

Du point de vue historique les contre-sommets sont nés autour des années soixante et se sont concrétisés par le biais du Tribunal contre la guerre au Vietnam, créé en 1967, ainsi que du Tribunal permanent des nations, fondé à Alger en 1976 et définitivement institué en 1979. La composition de ces tribunaux, loin d'être super-partes, résultait d'une vision du monde profondément imprégnée d'idéologies tiers-mondistes, anticapitalistes et antimilitaristes.

Autre fondement historique des contre-sommets, identifié par Mario Pianta : les mouvements pour la paix qui se sont développés autour des années quatre-vingt. Les spécialistes des mouvements altermondialistes reconnaissent explicitement que l'expérience des années soixante-dix et 80 des mouvements de gauche et des mouvements écologiques a été une expérience fondamentale, puisque la plupart des activistes engagés sur ce

front ont continué ses efforts au sein des mouvements altermondialistes.

En ce qui concerne leur dangerosité pour les institutions militaires nationales et supranationales, on pense par exemple que certains de ces contre-sommets ont remis en question l'existence même de l'OTAN, ou encore qu'ils ont exhorté l'ONU à se démocratiser, démocratisation qui impliquerait la participation d'organisations altermondialistes aux processus décisionnels.

D'un point de vue historique, le premier contre-sommet fut certainement celui de Seattle (1999), contre-sommet qui a été organisé par des groupes, aussi bien hiérarchisés qu'informels, qui, grâce à une organisation structurée, ont réussi à réunir 60 000 personnes dans la ville américaine. L'impact des médias déterminé par le contre-sommet a généré l'espoir d'une mondialisation par le peuple. On pense à cet égard au contre-sommet de Davos de janvier 2000, à celui qui a eu lieu à Washington en avril, et à celui qui s'est tenu en mai, toujours de la même année, à New York, le Millennium Forum auquel 1 200 personnes ont participé. Le contre-sommet de Porto Alegre qui s'est tenu en janvier 2000, résultat de l'alliance entre le Parti des travailleurs brésiliens, les syndicats, le mouvement des Sem Terra et Attac, peut à juste titre être considéré comme l'apogée de ces contre-sommets. Cet événement mondial a impliqué 20 000 activistes de tous les continents et a été le point de départ du contre-sommet du G8 qui a eu lieu à Gênes en juillet 2001.

Si les contre-sommets se sont développés, c'est en partie parce qu'ils constituent un défi politique et économique aux systèmes étatique et néolibéral. La stratégie poursuivie a été, pour reprendre l'expression de Pianta, tant réformiste (cette approche porte sur des changements de procédures, des choix politiques spécifiques, et l'objectif des ONG est d'intégrer, dans la mesure du possible, les organisations intergouvernementales), que radicale-alternative (cette approche remet radicalement en question les centres de pouvoir existants et elle indique de nouvelles structures d'action collective comme nouvelles structures démocratiques alternatives au modèle néolibéral) ou encore résistante, et principalement dans le Sud, en vue de mener une action antagoniste coordonnée au niveau national et international.

138

À ce jour, la stratégie poursuivie par les institutions – au-delà de la répression légitime de toute manifestation de violence – consiste à opérer des changements superficiels dans leurs projets politiques et en l'intégration par cooptation. Cependant, dans le cas de l'ONU, on a fait le choix d'accepter les requêtes de la société civile en donnant crédit aux options antilibérales de nombreuses ONG et en accentuant la discordance entre les institutions supranationales, ou en d'autres termes, en intensifiant – par exemple – le contraste entre les choix de l'OTAN et ceux de l'ONU. En tout cas, il est clair que la stratégie poursuivie à long terme par les contre-sommets vise à provoquer des changements efficaces et donc structurels pour le système.

L'analyse de certains aspects du document de l'Assemblée des peuples de l'Otan, qui a eu lieu à Pérouse en septembre 1995 est en ce point très pertinente. La lecture de ce document nous apprend clairement que le mouvement altermondialiste désire intégrer les institutions supranationales au système des Nations Unies, que les États doivent abandonner la logique de la sécurité nationale pour mettre en œuvre un véritable désarmement (en convertissant les institutions militaires nationales en forces de police internationales sous l'autorité ou le commandement des Nations Unies), que les États doivent créer une force non-armée et non-violente qui remplacerait nos forces actuelles et enfin, qu'ils doivent effectuer un travail de promotion de la paix et des droits de l'homme dans les institutions éducatives.

Les observations faites par la Table de la paix dans les Documents des Assemblées de l'ONU des peuples, développées à Pérouse entre 1995 et 1999, sont particulièrement intéressantes. Dans ce document, les intervenants confirment en premier lieu la nécessité d'intégrer aux Nations Unies des institutions telles que le Fonds monétaire et la Banque Mondiale et en deuxième lieu, expriment la nécessité pour les États d'abandonner à jamais la logique de la sécurité nationale. Par conséquent, le pacifisme théorisé dans ce document implique le désarmement, le refus du commerce international des armes, la conversion des armées nationales en forces de police internationales sous le contrôle de l'ONU, mais surtout, la création d'une force non-armée et non-violente qui remplacera progressivement l'institution militaire actuelle.

À la lumière de ces propositions, il est très clair que les intervenants refusent de légitimer la guerre et l'ingérence humanitaire ; au contraire, ils soutiennent la nécessité d'internationaliser le droit pénal par le biais des tribunaux internationaux, de condamner le néolibéralisme et surtout, ils soulignent le rôle crucial des organisations issues de la société civile pour faire positivement évoluer les choses. Ces organisations peuvent jouer – et jouent effectivement – un rôle déterminant pour la paix, l'économie équitable et solidaire, la promotion des droits de l'homme et de la démocratie.

La thèse, de nature pédagogique, qui ressort très clairement du document est tout aussi significative : en effet, les rédacteurs de la Table de la paix ont mis l'accent sur la nécessité de promouvoir l'éducation à la paix, aux droits de l'homme et à la non-violence dans les programmes scolaires. Ces propositions formulées par la Table de la paix sont de nature éminemment démocratique ; en fait, une lecture plus attentive, et surtout à même d'identifier les implications opérationnelles de ces propositions, révèle clairement la nature essentiellement antagoniste – et donc de rupture radicale avec l'ordre établi – de ces réflexions.

En effet, les résolutions que veut adopter la Table de la paix sont : en premier lieu, démanteler les organisations internationales du commerce, accéder aux croisées du pouvoir supranational en s'accréditant du niveau institutionnel dans le cadre de l'ONU, remplacer les institutions existantes afin de planifier une politique internationale et économique totalement

opposée à la politique existante ; en deuxième lieu, la Table de la paix vise à éliminer les institutions militaires nationales et supranationales en les remplaçant par une force armée non violente. En troisième lieu, le refus catégorique et radical du néolibéralisme amène les intervenants du document à identifier dans les organisations de commerce équitable et solidaire – ainsi que dans les banques alternatives comme la Banque éthique – les seules alternatives capables de démanteler les organisations commerciales actuelles fondées sur la simple logique du profit capitaliste. En dernier lieu, l'accent posé sur l'éducation à la paix – à promouvoir dans les écoles et les universités – vise à mettre en œuvre une guerre psychologique systématique – à travers une vaste désinformation – destinée à inciter les apprenants à rejeter la légitimité des institutions militaires et à voir en elles des institutions illégales et immorales. En bref, le programme formulé par la Table de la paix est en effet un programme politique – mais étendu – qui vise à prendre le pouvoir par le biais d'actions non-violentes (en rejetant ainsi les techniques traditionnelles telles que le coup d'État, le terrorisme ou la guérilla) et à remplacer les institutions militaires et économiques par d'autres institutions contrôlées par des représentants des organisations laïques et religieuses d'origine pacifiste et altermondialiste.

Bibliographie

- A. Montagnese, *Impatto dei Social media sulla sicurezza nazionale*, OSN, 2011.
L. Mosca, C. Vaccari, *Nuovi media, nuova politica? Partecipazione e mobilitazione on-line da MoveOn al movimento 5 stelle*, Franco Angeli, 2011.
M. Pianta, *Globalizzazione dal basso. Economia mondiale e movimenti sociali, Il Manifesto Libri*, 2001.
D. della Porta, L. Mosca, *Globalizzazione e movimenti sociali*, Il Manifesto Libri, 2003.
U. Rapetto, R. Di Nunzio, *Le nuove guerre*, Bur, 2001.
E. Veltri, *La rete in movimento. Telematica e protesta globale*, Rubbettino, 2005.

Résumé

Une analyse minutieuse des modalités à travers lesquelles la galaxie altermondialiste réalise son antagonisme au système en général et plus particulièrement aux institutions économiques et militaires nationales et supranationales, révèle surtout la manière dont le mouvement altermondialiste concrétise ses instances antagonistes à travers les réseaux sociaux et les contre-sommets, ainsi que sa capacité, d'une part, à mobiliser différents sujets en exerçant souvent de fortes pressions sur les choix des décideurs politiques et, d'autre part, à lancer de grandes campagnes de désinformation, à remplacer les institutions militaires et économiques par d'autres institutions contrôlées par des représentants des organisations laïques et religieuses d'origine pacifiste et altermondialiste.

140

Abstract

An attentive analysis of the ways in which the alter-globalization galaxy enacts its antagonism to the system, especially in regard to national and transnational political, economic and military institutions, reveals both how the alter-globalization movement implements its antagonistic demands above all through social networks and counter-forums and the extent to which it is capable of mobilizing non-homogeneous groups, often by exerting substantial influence on the choices made by political decision-makers on one hand, and capable of implementing vast and widespread disinformation campaigns and one wide in scope, to be sure – that aims at taking power – even with the use of non-violent instruments (and therefore rejecting the traditional techniques or military overthrow, terrorism or guerilla warfare) and replacing the existing military and economic institutions with others controlled by delegates from lay and religious organizations of pacifist and alter-globalization origin.

Choiseul^{revue}

Sécurité Globale



Revue trimestrielle | Hiver 2011-2012
144 pages | 185 x 255 mm | 28 euros TTC
978-2-36259-036-8

DOSSIER | La Corne de l'Afrique

La Corne de l'Afrique est une région méconnue à bien des égards. Tirillée entre crises ethniques, luttes religieuses, trafics en tous genres et piraterie, velléités sécessionnistes – effectives ou latentes, guerres hydriques demain (...), cette région revêt à bien des égards un caractère stratégique. Son instabilité endémique par voie de contagion affecte la sous-région dans son ensemble et, au-delà, perturbe le jeu normal des relations entre États.

C'est tout l'intérêt de ce dossier que de poser les bonnes questions et de s'intéresser à l'ensemble de la zone, sans exclusive. Du Sud Soudan nouvellement indépendant aux Somalies éclatées, des hauts plateaux éthiopiens aux côtes érythréennes et djiboutiennes jadis magnifiées par le légendaire Henry de Monfreid, du pseudo-État de Somaliland aux rives et ressources nilotiques précieuses et convoitées, aucun sujet, aucune espace n'ont échappé à l'oeil acerbe et à l'analyse de l'équipe réunie.

AU SOMMAIRE

POINT DE VUE |

Sécurité globale : fondamentaux pour aujourd'hui et pour demain | Xavier RAUFER

DOSSIER | LA CORNE DE L'AFRIQUE

Dossier coordonné par Sonia LE GROURIELLEC

L'Éthiopie et le temps : la Bible, le Meiji, le Guépard | Alain GASCON

Le détournement des eaux sacrées du lac Tana (Éthiopie) | Maxime LACHAL

Shebab et jeunesse somalienne, un pilier devenu pilon | Hanna OUAKNINE

Innovations normatives, résiliences des pratiques : à quoi et à qui sert l'AMISOM ? | Jean-Nicolas BACH, Romain ESMENJAUD

De Djibouti à Singapour, aux abords des cités entrepôts : menaces pirates et réactions régionales | Éric FRÉCON

Trois trajectoires de sécession dans la Corne de l'Afrique : le Somaliland, l'Érythrée, le Soudan du Sud | Sonia LE GROURIELLEC

VARIA |

La politique de sécurité de l'Espagne : la quête sans cesse recommencée d'un retour sur la scène internationale | Christophe Alexandre PAILLARD

Vingt ans après le traité Ciel ouvert, dix ans après son entrée en vigueur : succès et incertitudes d'un régime de l'après-Guerre froide | Loïc SIMONET

Réseaux sociaux, altermondialistes et contre-sommets | Giuseppe GAGLIANO

>> Derniers dossiers

SÉCURITÉ GLOBALE N° 17 | L'OTAN APRÈS LISBONNE

L'OTAN subit-elle une crise conjoncturelle ou réussit-elle à se renouveler ? Le sommet de Lisbonne en novembre 2010 avait suscité beaucoup d'espoir compte-tenu des décisions stratégiques prises par les dirigeants de l'Alliance. Toutefois, quelques mois plus tard, on observe des différends sur divers sujets : Afghanistan, Russie, nucléaire et maintenant la Libye. S'agit-il de fissures durables, ou seulement de l'expression d'un débat sain et riche qui permettrait à chacun d'exprimer ses positions avant le consensus ?

SÉCURITÉ GLOBALE N° 16 | LA FACE NOIRE DE LA FINANCE

Symbolisée par « l'escroc du siècle » Bernard Madoff, la crise financière des subprimes a permis de mettre en lumière un monde de la finance rongé par de puissantes et discrètes forces criminelles porteuses d'incitations et d'opportunités à commettre des fraudes dans des proportions inédites et aux conséquences inestimables. Fondée sur la « Davos-Goldman-Sachs-Ideologie » (DGS), il apparaît aujourd'hui comme évident que l'avidité aveugle de certains financiers a facilité la criminalisation de la sphère financière, économique puis sociétale. Mais pour quelles sanctions ?

SÉCURITÉ GLOBALE N° 15 | SÉCURITÉ ÉNERGÉTIQUE

Lorsqu'une ressource se raréfie et que la demande ne cesse de croître, les marchés génèrent de nouvelles rivalités concurrentielles. C'est un phénomène naturel, une constante dans l'histoire. Lorsque cette ressource conditionne la sécurité d'un peuple et sa souveraineté, les tensions potentielles liées à des ruptures économiques produisent des politiques publiques offensives et agressives. L'énergie, moteur de l'évolution des civilisations, est un enjeu stratégique majeur au même titre que l'eau et l'alimentation.

Sécurité Globale

Bulletin d'Abonnement ou de Reabonnement

M, Mme, Mlle Nom _____ Prénom _____

Société/Institution _____

N° _____ Rue _____

Code postal _____ Ville _____ Pays _____

Adresse électronique _____

	France	Autres pays
1 an (4 numéros)	98 €	138 €
2 ans (8 numéros)	215 €	290 €

Je souscris un abonnement pour 1 an 2 ans

À partir du numéro _____

Je souhaite acquérir un numéro n° 15 n° 16 n° 17 n° 18 x 28 € le numéro et frais de port :

Date _____ France : 2,10 €

Signature/Cachet _____ Reste du monde : 4,50 €

Paiement par carte bancaire sur le site :
www.choiseul-editions.com

Paiement par chèque à l'ordre de CHOISEUL ÉDITIONS
Attention, les chèques étrangers doivent être en euros, compensables en France.

CONTACT :
Choiseul éditions
16 rue du Pont Neuf 75001 PARIS
Tel : +33 (0)1 53 34 09 93 fax +33 (0)1 53 34 09 94
abonnement@choiseul-editions.com

Paiement par virement bancaire vers

Crédit du Nord
59, boulevard Haussmann 75361 Paris, cedex 08
Banque : 30076 - Agence : 02019
Compte : 57336700202 - clé RIB : 03
IBAN : FR76 3007 6020 1957 3367 0020 203
swift (BIC) : NORDFRPP
Frais bancaires à la charge du donneur d'ordre